

JDI 2020 enseignement de spécialité SVT terminale		Audrey YVET
Comprendre les conséquences du réchauffement climatique et les possibilités d'actions		
Connaissances	Capacités	
<p>Un effort de recherche scientifique majeur est mené depuis quelques dizaines d'années pour élaborer un modèle robuste sur le changement climatique, ses causes et ses conséquences, et pour définir les actions qui peuvent être conduites pour y faire face.</p> <p>L'augmentation de la concentration en CO₂ favorise la production de biomasse, mais des difficultés peuvent résulter de la faible disponibilité des terres agricoles suite à la désertification ou à la montée du niveau marin, à la diffusion de pathogènes, à l'évolution de la qualité des sols et des apports en eau).</p> <p>Aux niveaux individuel et collectif, il convient de mener des recherches et d'entreprendre des actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en agissant par la réduction des émissions de gaz à effet de serre (les bénéfices et inconvénients de méthodes de stockage du carbone sont à l'étude) ; - en proposant des adaptations <p>Il existe dans différents pays des plans d'actions bâtis sur un consensus scientifique, dont l'objectif est de renforcer l'acquisition des connaissances, ainsi que l'évaluation éclairée et modulable des stratégies mises en place</p>	<p>Montrer comment le travail des scientifiques permet de disposer de modèles et d'arguments qui peuvent orienter les décisions publiques.</p> <p>Concevoir et mettre en œuvre une ou plusieurs démarches de projet pour comprendre et évaluer dans sa complexité une stratégie d'atténuation ou d'adaptation en réponse aux problèmes posés par le réchauffement climatique.</p>	
<p>Objectif : Plusieurs éléments de cette partie sont abordés en enseignement scientifique de la classe terminale. Ils sont mobilisés ici comme outils d'analyse. À partir d'un nombre réduit d'exemples, il s'agit de réinvestir les connaissances et outils vus précédemment pour comprendre un problème donné, à partir d'un corpus d'informations fournies.</p>		<p>1. Réduire les niveaux émissions de gaz à effet de serre à un niveau qui maintienne le réchauffement climatique sous 2°C d'ici 2100 par rapport aux niveau préindustriels.</p> <p>2. Trouver un compromis sur le partage des coûts du fond d'atténuation et d'adaptation destiné aux pays les plus vulnérables.</p>
<p>Compétence :</p> <p>Pratiquer des langages Communiquer sur ses démarches, ses résultats et ses choix, en argumentant</p>		
<p>Ressources : logiciel C-ROADS : Climate Rapid Overview And Decision Support http://www.buildyourownearth.com/ et sa fiche technique</p> <p>Le logiciel de modélisation interactif est un jeu de rôle basé sur les négociations pour le changement climatique des Nations unies. Lors de la simulation, les élèves vont réaliser l'échelle des actions à mener et la vitesse à laquelle les nations doivent agir pour faire face au changement climatique. Il permet d'analyser quasi-instantanément les résultats de la simulation. Pour une simulation plus précise, utiliser le logiciel En-ROADS à l'adresse suivante https://en-roads.climateinteractive.org/scenario.html</p>		
Durée : environ 4h		

Déroulement général de l'activité :

Élaboré comme une négociation de l'ONU simplifiée, semblable aux COP (Conférence sur le climat), la simulation demande aux participants de se mettre dans la peau de délégués, de la Chine, de l'Inde, des États-Unis, de l'UE, des pays en développement et des autres pays développés du monde. Un facilitateur dirige le groupe et joue le rôle du Secrétaire général des Nations unies. Chaque participant joue le rôle d'un délégué représentant un pays, un groupe de pays, ou, dans certains cas, des groupes d'intérêts.

Les 6 groupes de pays aux intérêts différents négocient ensemble un plan d'action sur le changement climatique à l'ONU. Tous les délégués travaillent alors, selon leurs rôles, à essayer de conclure un accord qui permettrait de limiter le réchauffement climatique en-dessous des 2°C (par rapport à la période pré-industriel). Il est possible d'ajouter des groupes additionnels tels que les lobbyists de l'industrie fossile et les activistes climatiques

Le logiciel C-ROADS est un logiciel pour mesurer les effets des engagements pris.

Préparation de la salle avant le début de l'activité :

Tables et chaises ou espaces par terre pour les équipes. Chaque table ou espace doit avoir:

- Un label avec le nom du groupe (tableau 10),
- La feuille de route (briefing) (environ une par membre de l'équipe), o 2-3 formulaires de proposition.

Un ordinateur avec un accès au simulateur climatique

Éventuellement des vêtements formels, des drapeaux, ...

Signes de la disparité de la richesse mondiale.

→ Pour les pays les plus riches (Etats-Unis, UE, Autres pays développés), mettez en place leurs tables avec des nappes, des fleurs, des stylos, des carnets de notes, et des goûters.

Ces détails ont pour fonction de symboliser la richesse relative de l'équipe qui sera installée à cette place.

→ Pour les pays à la richesse plus modérée (Chine, Inde), mettez en place des chaises mais pas de tables.

→ Ensuite, faites en sorte que le groupe "Autre pays en développement" soit assis à même le sol pour les négociations, peut-être avec une chaise pour le chef de groupe.

Les équipes peuvent être désignées à l'avance afin de lire les fiches briefing

Introduction de l'activité :

"Chers délégués, c'est avec un grand honneur que je vous accueille à cette Conférence des Parties (COP) dans le cadre de la Convention Cadre des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC). Comme vous le savez, je suis le (la) Secrétaire Général(e) des Nations unies [ou Secrétaire Exécutif/ve de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (UNFCCC)]. Je veux commencer par vous remercier d'avoir réussi à Paris à établir un accord qui nous guidera vers notre objectif mondial de maintenir l'augmentation de la température sur le globe bien en dessous des 2°C.

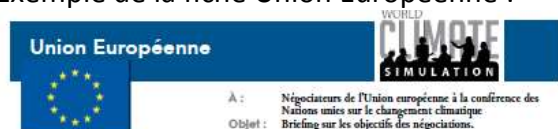
"Lorsque je regarde dans la salle aujourd'hui, je vois des délégués qui sont plus jeunes que moi. Il est très probable qu'au cours de votre vie et de celle de vos enfants, vous devrez faire face aux conséquences des décisions que nous prenons ici et maintenant. *"Votre but est, à la fin de la session, d'atteindre un accord international qui gardera l'élévation des températures à ou en-dessous de 2°C."*

Plusieurs rapports scientifiques publiés en 2018 indiquent que le climat mondial s'est déjà réchauffé d'1 °C environ en moyenne par rapport à l'ère préindustrielle, et qu'au rythme des émissions actuelles de gaz à effet de serre, le réchauffement climatique atteindra 1,5 °C entre 2030 et 2052. Pire, les émissions néfastes pour le climat continuent d'augmenter aux USA, en Chine, et repartent à la hausse en Europe. Sans rehaussement de l'ambition des pays signataires de l'Accord de Paris et sans mise en œuvre immédiate des mesures nécessaires, le réchauffement climatique global devrait atteindre 3 à 4 °C d'ici 2100. Il faut donc, à tout prix, comprendre et agir maintenant pour limiter au maximum le réchauffement climatique à 2°C. Pour y arriver, cela nécessite des transformations radicales dans notre manière de vivre, de produire et de consommer en société. Chaque année, les gouvernements se réunissent lors des sommets de la Terre et des COP pour négocier et ratifier des grands traités. Mais l'action nous concerne tous car nous sommes des citoyens du monde.

Rappels de quelques notions sur le climat (voir diaporama à partir de la diapo 7)

Étape 1 : prise de connaissance de la fiche briefing de l'une des 6 régions par groupe (possible en amont)

Exemple de la fiche Union Européenne :



Objectifs

Les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) que nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux ainsi que pour le reste du Monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. En dépit de modestes réductions des émissions depuis 1990, les émissions de l'UE continueront d'augmenter si nous ne poursuivons pas nos efforts. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation.
3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos États membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.

Opinion publique

La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La plupart soutiennent la recherche d'accords internationaux pour agir sur le climat. Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et à des initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et le terrorisme. Plus important encore, le public s'oppose fortement à un quelconque accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des États-Unis et des pays en développement, en particulier de la Chine.

Opportunités

Au-delà de la stabilisation du climat, réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies renouvelables crée des emplois, réduit notre dépendance au pétrole et gaz étrangers et améliore la qualité de l'air.

Action de l'UE

L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. Lors des négociations sur le climat à Paris, l'UE s'est engagée à réduire de 40% ses émissions de GES d'ici à 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il requiert de nouvelles réglementations qui doivent être mises en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires. Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

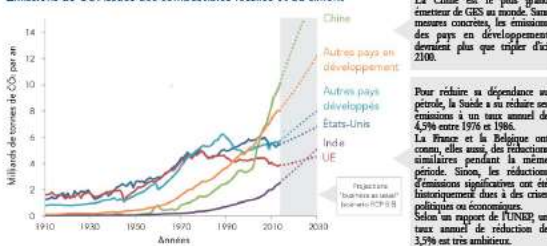
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

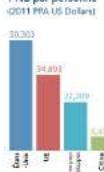
Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études, dont le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

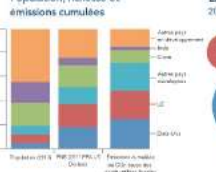
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



PNB par personne



Population, richesse et émissions cumulées



Emissions par personne



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante, la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en développement) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios « business-as-usual », les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 269%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

Étape 2 : Préparation de la stratégie de négociation

Votre tâche est claire: dans le but d'éviter le danger du changement climatique, vous devez parvenir à atteindre les réductions d'émissions qui stabilise l'augmentation des températures à moins de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels.


Chaque groupe prendra 3 décisions :

La première concernant ses propres cibles d'émissions de gaz à effet de serre. En quelle année les émissions de gaz à effet de serre cesseront de croître ? En quelle année vont-elles diminuer ? A quelle vitesse ?

La seconde concernant la forêt et l'utilisation des sols, à propos de la déforestation et la reforestation

La troisième concerne le fond vert pour le climat. De combien voulez-vous contribuer ou de combien avez besoin ?

Le groupe complètera alors la fiche « World Climate : NDC (contribution déterminée au niveau national)



World Climate: NDC
 (Contribution déterminée au niveau national)

Région

Année de Pic des Emissions

Année de début de réduction des émissions

Taux de Réduction Annuel

Réduction de la déforestation
0% = aucune réduction comparée au BAU; 100% = réduction maximum possible

Effort de reforestation (reboisement de nouvelles aires)
0% = aucune nouvelle aire reforestée; 100% = maximum possible

La contribution de votre région au fonds mondial pour l'atténuation et l'adaptation
(\$Millards/an)

climateinteractive.org/worldclimate

Étape 3 : Présentation orale de la stratégie de négociation

Durant 2 minutes, chaque délégué présente sa stratégie durant 2 minutes en décrivant leurs décisions en matière d'émissions.

Étape 4 : Simulation à l'aide du modèle

Chaque groupe insère ses données dans le tableau qui est vidéoprojeté. Le public observe alors les conséquences de ces actions en terme de réchauffement climatique.

Si l'augmentation de température atteint 2°C, la mission est réussie.

Si l'augmentation de température dépasse les 2°C, continuez les rounds de négociations additionnels jusqu'à ce que les groupes parviennent à leur objectif .

Étape 5 : Clôture des négociations et debriefing

Un exemple de résultat :



UTILISATION DU LOGICIEL EN LIGNE « C-ROADS »

Accès au logiciel

Sur le site en ligne : <https://croadsworldclimate.climateinteractive.org>
C-ROADS : Climate Rapid Overview And Decision Support, choisir la version en français

Le logiciel C-ROADS est un simulateur qui permet d'explorer les scénarios énergétiques et politiques qui permettront d'atteindre les objectifs climatiques.

Commandes de base



Choix du nombre de parties négociantes

Choix des trajectoires d'émissions et/ou d'absorption de gaz



Réglages plus précis dans le menu « Simulation » et l'onglet « hypothèses et sensibilités »

Hypothèses et sensibilités

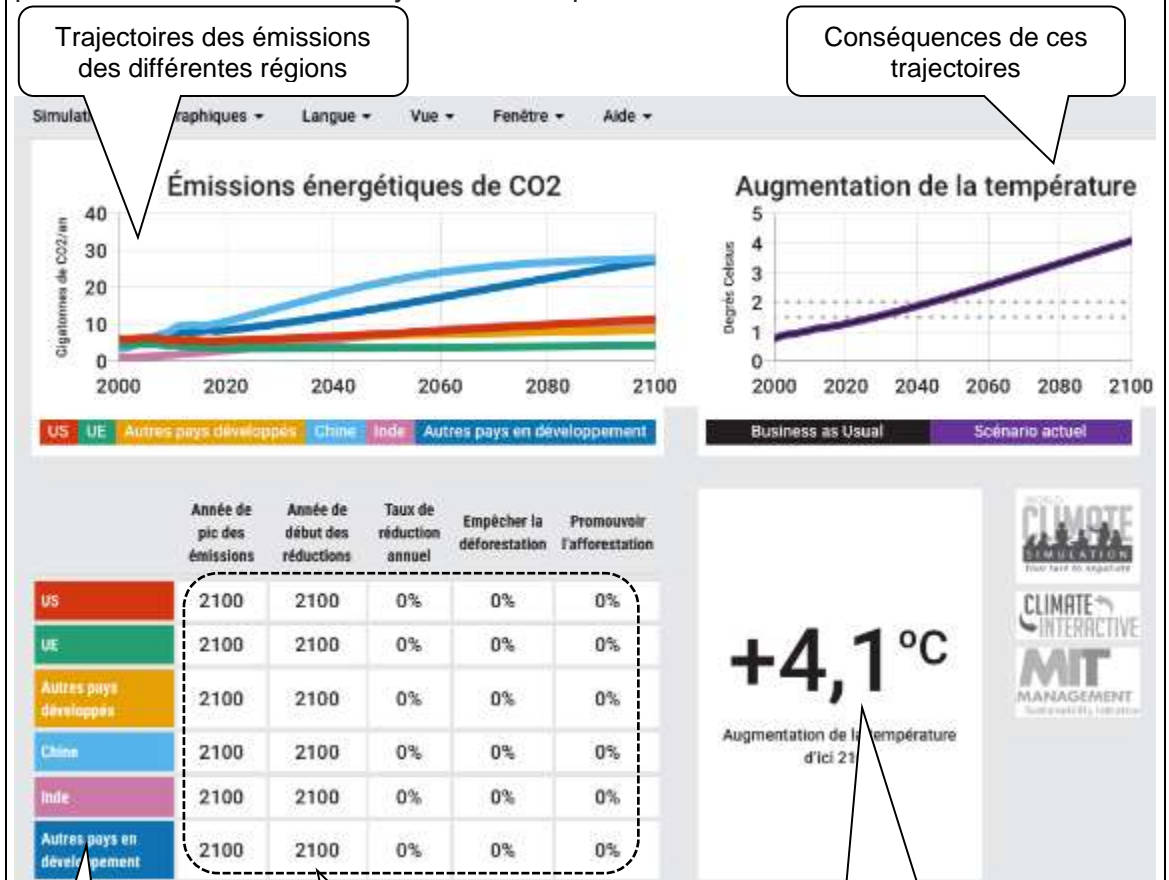
Sensibilité climatique	<input type="range"/>	3,0 °C
Mélange océanique	<input type="range"/>	1,0 (ratio)
Fertilisation par le CO2	<input type="range"/>	1,0 (ratio)
Montée du niveau de la mer due à la fonte de la calotte glaciaire	<input type="range"/>	0,0 mm/yr
Cycle du carbone Absorption des Terres et des Océans	<input type="range"/>	1,0 (ratio)
Émissions de méthanes dues à l'activité biologique	<input type="range"/>	0,0 (ratio)
Émissions de méthane du permafrost et des clathrates	<input type="range"/>	0,0 (ratio)
Seuil de température pour le permafrost et les clathrates	<input type="range"/>	1,0 °C

Pour travailler avec l'équation de KAYA, dans le menu graphique et l'onglet « données économiques »

Données économiques	Population mondiale
	Population du Pays/Région
	Produit mondial brut
	PIB du Pays/Région
	Émissions par personne
	Émissions énergétiques de CO2 par unité de PIB
	PIB par personne

Visualisation

Ce simulateur permet d'explorer les scénarios énergétiques et politiques qui permettront d'atteindre les objectifs climatiques.



Conséquences de ces trajectoires

Trajectoires des émissions des différentes régions

Régions négociantes

Formulaire de proposition à remplir pour chaque région

Objectif : température d'ici 2100

Principaux paramètres ajustables

Sous l'onglet simulation, choisir mondial, 3 régions ou 6 régions

On peut observer en bas à droite l'augmentation de température d'ici 2100 en fonction des conséquences de la somme des trajectoires des pays représentés.

Afin d'entrer les propositions de chaque région dans le tableau du bas, on procède en trois étapes :

	Année de pic des émissions	Année de début des réductions	Taux de réduction annuel	Empêcher la déforestation	Préserver l'afforestation
EU	2020	2030	90%	100%	100%
EE	2100	2100	0%	0%	0%
Autres pays développés	2100	2100	0%	0%	0%
Chine	2020	2030	0%	0%	0%
Inde	2100	2100	0%	0%	0%
Autres pays en développement	2100	2100	0%	0%	0%

- (colonne 1) choisir l'année de pic des émissions à partir de laquelle les émissions de gaz à effet de serre commencent à décroître
- (colonne 2) choisir l'année de début des réductions auquel on attribue un taux de réduction annuel en % (négative ou positive) par rapport à l'année de référence (colonne 3)
- (colonne 4) choisir le taux de déforestation 100% signifie l'arrêt de la déforestation
- (colonne 5) choisir le taux de reboisement la création de nouvelles forêts, une valeur de 100M% de reboisement maximal

Après chaque proposition entrée dans le tableau, le modèle sera mis à jour et les résultats seront visibles sur les graphiques du haut ainsi qu'au niveau de l'augmentation de température.

Principales données climatiques affichables

Dans le menu déroulant « **graphique** » :

Onglet « Émission énergétiques de CO₂ » :

- Émission énergétiques de CO₂ par région (États-Unis, Union européenne, autres pays développés, Chine, Inde, Autres pays en développement)
- Émission énergétiques de CO₂ mondiales

Onglet « Émission énergétiques de gaz à effet de serre » :

- Émission énergétiques de gaz à effet de serre
- Sources des émissions
- Émissions globales de méthane
- Émissions globales de protoxyde d'azote
-

Onglet « Absorption et utilisation des sols » :

- Émissions et absorptions anthropiques
- Absorption de CO₂
- Sources d'absorption (reforestation, océan, biomasse)

Dans le menu déroulant « **graphique** » puis l'onglet « **impact** », observation de l'impact des scénarios sur :

- Concentration en CO₂
- Concentration de gaz à effet de serre
- Augmentation de la température
- Montée des mers
- Acidification des océan

Choix des impacts visibles dans la fenêtre en haut à droite « conséquences de ces trajectoires »

CO2 dans l'atmosphère

Concentration de gaz à effet de serre

Concentration de méthane dans l'atmosphère

Concentration de protoxyde d'azote dans l'atmosphère

Augmentation de la température

Montée du niveau de la mer

Acidification des océans



À : Négociateurs de l'Union européenne à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

Les pays de l'Union européenne (UE) cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux ainsi que pour le reste du Monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** En dépit de modestes réductions des émissions depuis 1990, les émissions de l'UE continueront d'augmenter si nous ne poursuivons pas nos efforts. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les recherches, dans l'UE, ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà nos États membres et que sans une réduction drastique de nos émissions, les impacts pourraient devenir encore plus graves.

Opinion publique

La grande majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que les activités humaines y contribuent fortement. La plupart soutiennent la recherche d'accords internationaux pour agir sur le climat. Cependant, beaucoup s'opposent à l'augmentation des taxes sur l'énergie et à des initiatives qui élèveraient le coût de la vie. Le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la situation économique, le chômage et le terrorisme. Plus important encore, le public s'oppose fortement à un quelconque accord qui ne comporterait pas d'importants engagements de réduction des émissions de la part des États-Unis et des pays en développement, en particulier de la Chine.

Opportunités

Au-delà de la stabilisation du climat, réduire les émissions a de nombreux avantages. Par exemple, le développement des énergies renouvelables crée des emplois, réduit notre dépendance au pétrole et gaz étrangers et améliore la qualité de l'air.

Action de l'UE

L'Union européenne a été tête de file dans la lutte contre le changement climatique. Lors des négociations sur le climat à Paris, l'UE s'est engagée à réduire de 40% ses émissions de GES d'ici à 2030 par rapport à 1990. C'est un des engagements les plus ambitieux parmi les principaux pays émetteurs, mais il requiert de nouvelles régulations qui doivent être mises en place alors que nous faisons face à d'importants défis économiques et sécuritaires. Malgré ces contraintes, l'UE a lancé des politiques économiques pour mettre un prix sur les GES et est leader dans le déploiement des énergies renouvelables, telles que l'éolien et le solaire. Nous continuerons à mener ces initiatives mais ne voulons, ni ne pouvons avancer seuls.

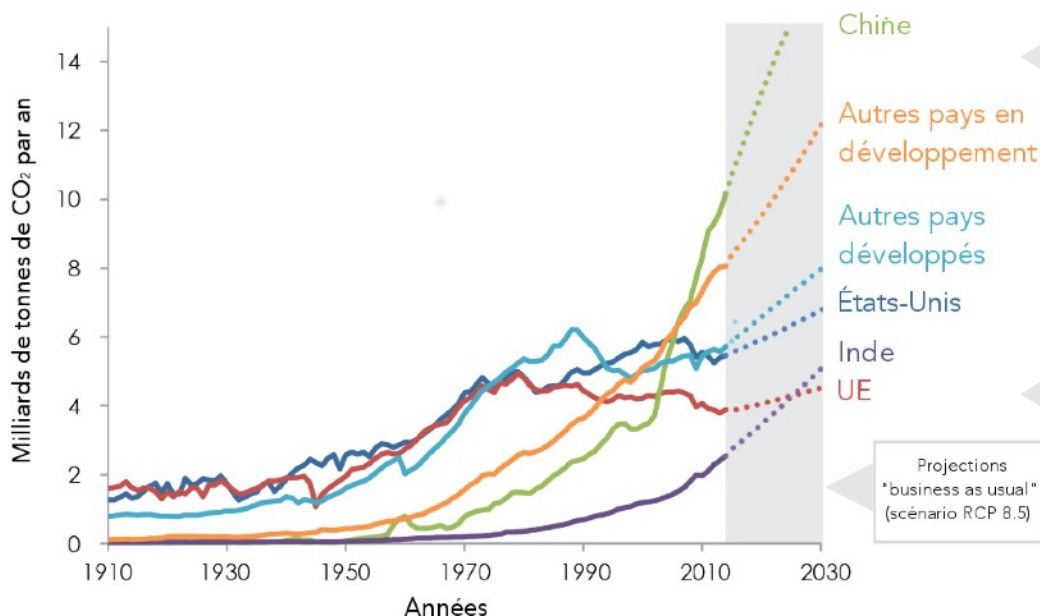
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions de l'UE.

Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études, dont le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par des secrétaires au Trésor américain des deux bords, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

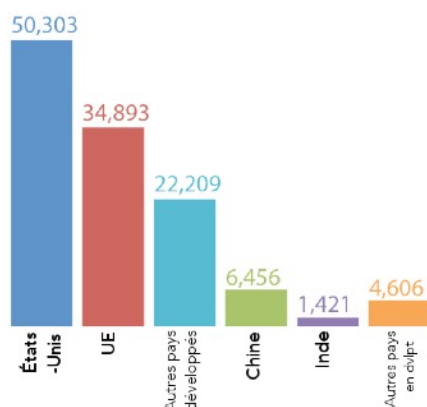
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



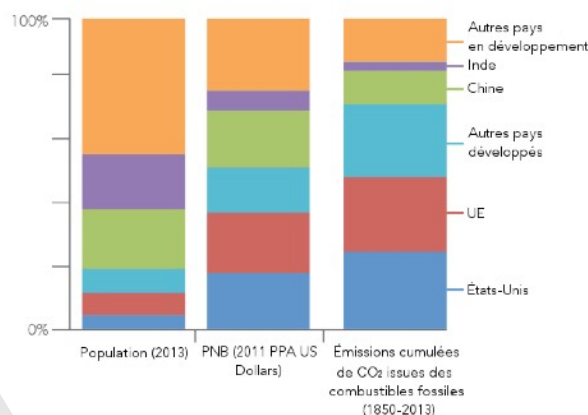
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

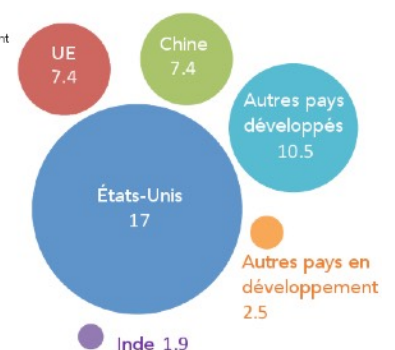
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

États-Unis d'Amérique



À : Négociateurs des États-Unis à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

En 2015, les États-Unis jouèrent un rôle clé lors des négociations des accords de Paris. Accord dans lequel les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Cependant, en juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils se retiraient des accords de Paris et qu'ils cesseraient la mise en place de leurs engagements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon les termes de l'accord, le retrait des États-Unis sera effectif en novembre 2020. Entre-temps, les États-Unis peuvent participer aux négociations. Vous devez maintenant décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Ces dernières années, les émissions des États-Unis ont diminué et sont maintenant inférieures d'environ 14% par rapport à leur niveau de 2005. Cependant, les émissions devraient augmenter de façon sensible si aucune mesure n'est prise. D'autant plus si l'on considère la politique de l'actuelle administration qui promeut l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation**
- 3. Si nous voulons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique. En juin 2017, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne contribueraient plus au Fonds .

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les études du gouvernement américain ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 États et que sans une réduction drastique de nos émissions de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.

Opinion publique

Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, beaucoup s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître. De leur côté, les intérêts liés aux énergies fossiles continuent à distiller le doute sur les causes et conséquences du changement climatique.

Opportunités

En dépit de ces obstacles, le rapport bipartite « Risky Business » (<http://riskybusiness.org>), signé par d'anciens secrétaires au Trésor américain des deux bords, montre que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.

Action nationale

À Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des villes, des États et des régions. Cependant, l'administration américaine est en train de prendre des mesures pour annuler les politiques fédérales tout en arguant que les énergies fossiles seront nécessaires dans le futur. Cette position a le soutien des élus du Congrès et des intérêts économiques qui ont des liens avec l'industrie des énergies fossiles.

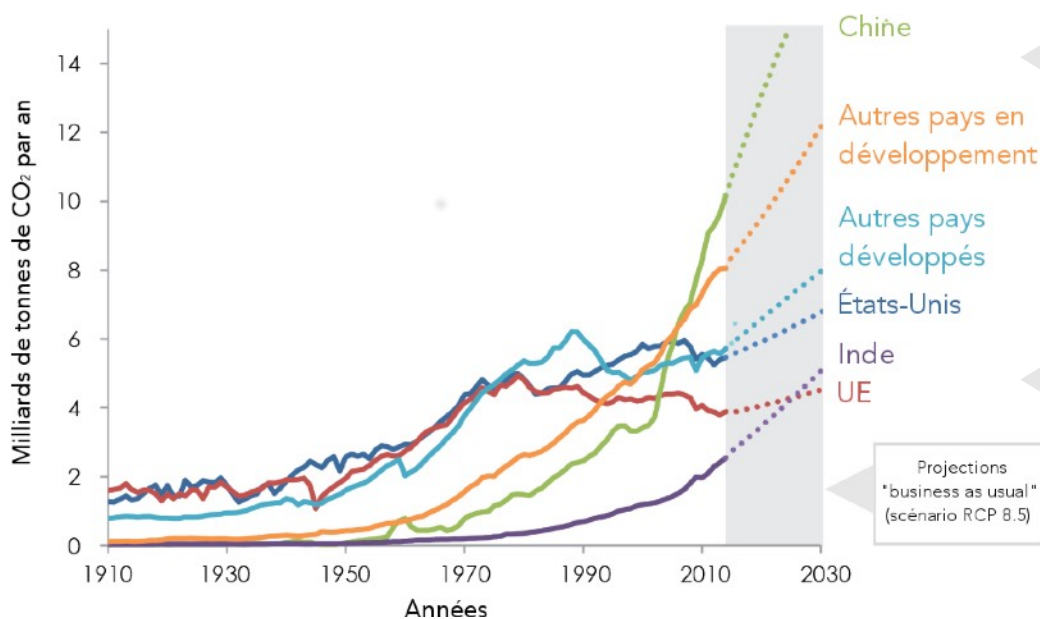
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une infime partie des émissions des États-Unis.

Contexte international

- La taille de l'économie chinoise est à peu près égale à celle des États-Unis, mais sa croissance est bien plus rapide et elle génère environ 30% des émissions mondiales de CO₂. A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors plus de 2,5 fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine ne s'est engagée à aucune réduction de ses émissions par la suite. La Chine doit réduire ses émissions pour que les États-Unis envisagent de prendre des mesures.
- Entre-temps, les émissions des autres pays en développement, comme l'Inde, augmentent très rapidement. Les États-Unis ne s'engageront pas plus loin tant que le reste du monde ne signera pas des accords de réductions d'émissions ambitieux et vérifiables. En 2050, sans réductions, les émissions des pays en développement représenteront près de 3 fois celles des pays développés. Leurs émissions doivent diminuer. Il est inacceptable que ces pays demandent aux États-Unis et aux autres pays développés de réduire leurs émissions alors que les leurs continuent d'augmenter.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

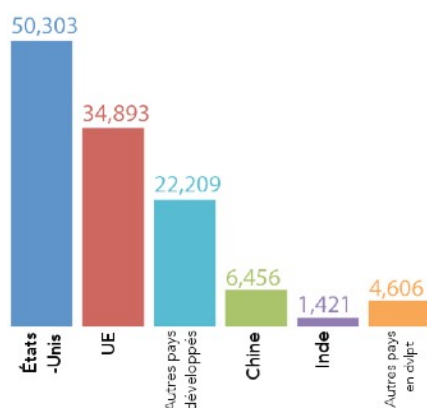
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



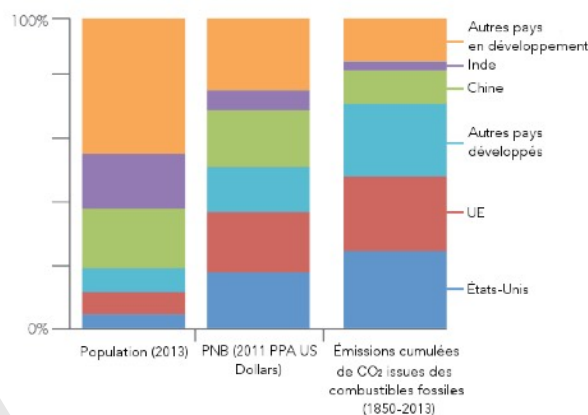
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

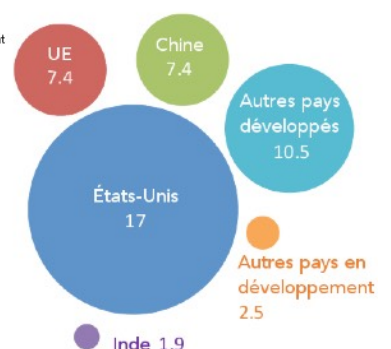
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

La Chine cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Nous devons décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation ou l'afforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des scientifiques du climat s'accordent à dire que le changement climatique est une réalité en cours, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. La Chine est vulnérable au changement climatique. Les ressources en eau, nourriture et le système énergétique sont déjà sous tension et les pressions, dues à l'élévation du niveau de la mer, aux sécheresses, canicules et pénuries d'eau vont augmenter dans le futur.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés.

Opportunités

En plus de ralentir le changement climatique, trouver un accord en vue de limiter les émissions de GES réduira également la pollution atmosphérique ; en effet celle-ci affecte la santé de notre population et, dans certains cas, crée de l'instabilité politique. Notre économie connaît une forte croissance et nous sommes en train d'émerger en tant que superpuissance, ce qui peut nous donner des opportunités commerciales liées à la transition énergétique et nous permettre de nous affranchir des énergies fossiles.

Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer. Néanmoins, nous reconnaissons que notre dépendance aux énergies fossiles, au charbon en particulier, a un impact très négatif sur la santé de notre population. En amont des négociations sur le climat à Paris en 2015, nous avons annoncé que nos émissions de GES cesseraient de croître au plus tard en 2030. Respecter cet objectif, requiert de déployer des moyens de production d'électricité renouvelables et décarbonés équivalents à l'ensemble des centrales à charbon existantes en Chine aujourd'hui, ou encore, comparables à la capacité totale de production d'électricité des Etats-Unis. Le succès de nos efforts actuels détermineront si nous pouvons atteindre nos engagements et même les dépasser.

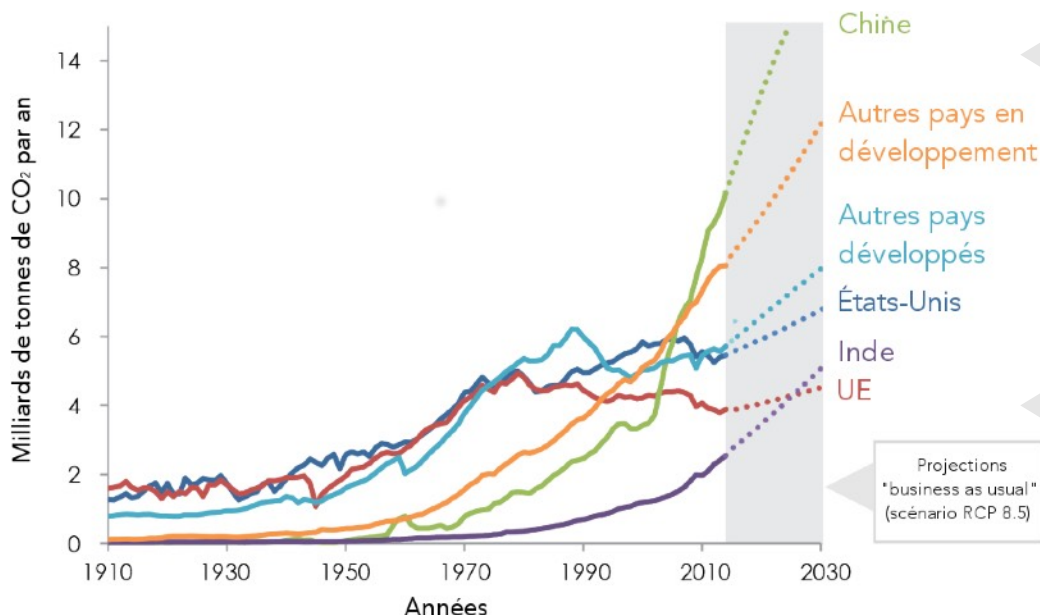
Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement, malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes de protection des forêts peuvent réduire les émissions.

Contexte international

- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont construit leurs économies grâce aux énergies fossiles. Ainsi aujourd'hui, alors que nous sortons une partie de notre population de la pauvreté et que nous produisons la plus grande partie de leurs produits de consommation, nous ne pouvons supporter une part injuste des réductions. Nos émissions par personne représentent seulement 40% de ceux des États-Unis. Notre niveau de vie moyen, bien qu'en nette progression, est toujours bien plus bas que celui des États-Unis, de l'Europe, du Japon et des autres pays développés.
- Bien que la Chine soit un pays en développement, nous subissons des pressions pour que nous contribuions au Fonds vert pour le climat du fait de notre récent statut de seconde puissance économique mondiale. Tout financement de notre part requiert des engagements significatifs de la part des États-Unis, de l'UE et des autres pays développés.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons finalement aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits, fragiliser notre diplomatie et réduire notre influence militaire dans le monde. Dans le même temps, les États-Unis ont annoncé un objectif de réduction des émissions de seulement 26-28% en 2025 (par rapport à 2005). De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles.

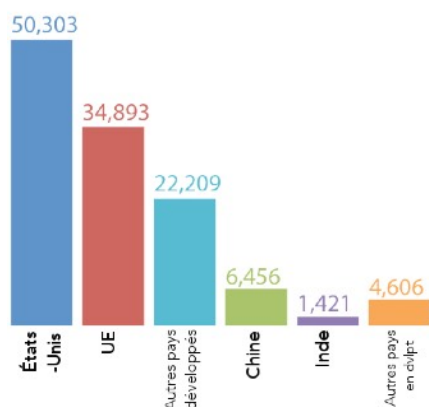
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



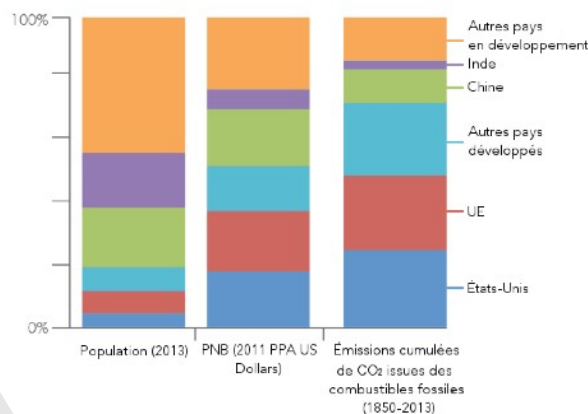
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

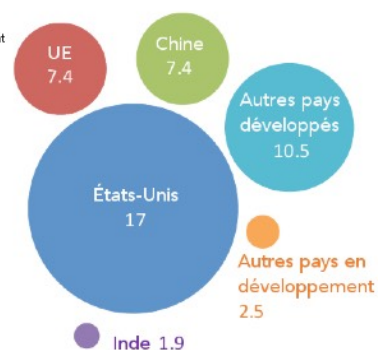
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelp) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations

Objectifs

L'Inde cherche à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.**
3. **De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Notre principal objectif est d'améliorer le niveau de vie des indiens, qui est bien en deçà de celui des pays développés ainsi que de la Chine.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés. Faire reculer la pauvreté est notre première priorité.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de réduire nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches.

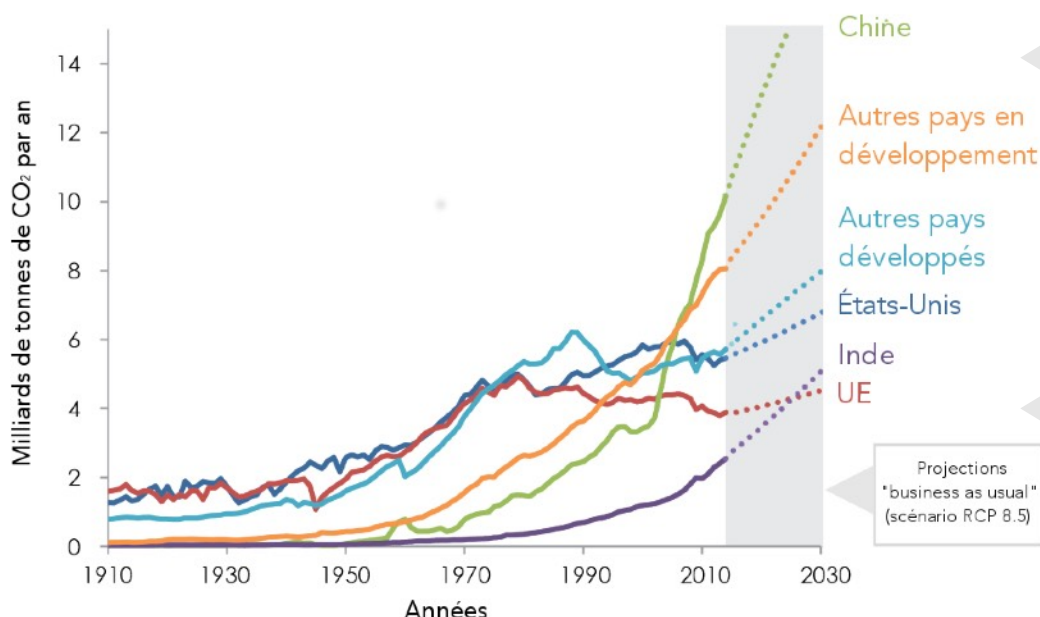
Action nationale

En 2015, nous nous sommes engagés auprès de l'ONU à augmenter nos capacités de génération d'énergies non carbonées de 30% à 40% d'ici 2030, sous condition d'aides internationales. Nous devons encore nous engager à d'importantes réductions d'émissions et nous sommes préoccupés par la pression croissante exercée sur notre pays alors que nous devons sortir de la pauvreté une large part de notre population. Le développement des énergies propres en vue de limiter les émissions de GES offrira d'autres bénéfices comme celui d'améliorer la qualité de l'air et de fournir de l'électricité dans des régions d'Inde reculées que le réseau électrique traditionnel ne peut atteindre. Prendre davantage l'initiative dans la lutte contre le changement climatique peut aussi avoir, pour l'Inde, des bénéfices en termes politiques. Cependant, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir notre population de la pauvreté. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, mais les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des actions significatives, à la hauteur de leurs contributions passées à ce problème. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car notre population excède un milliard d'habitants mais aussi parce que notre économie et nos émissions en GES croissent plus rapidement que les leurs. Cependant, le taux d'émission par personne dans ces pays est bien plus élevé que le nôtre (le taux d'émission par personne aux États-Unis est 9 fois plus important qu'en Inde !) Ainsi, tout accord pour limiter le changement climatique qui ferait peser sur nous le plus grand fardeau n'est pas acceptable.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons enfin aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et restreindre notre grandissante influence diplomatique et militaire à travers le monde.
- Les pays développés sont les responsables de la crise climatique et doivent prendre la responsabilité de leurs actions passées. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour construire leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos propres ressources naturelles. Alors que beaucoup d'indiens continuent de vivre dans la pauvreté, les pays développés vont demander que nous diminuions nos émissions avant que notre population puisse avoir une chance d'atteindre le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment

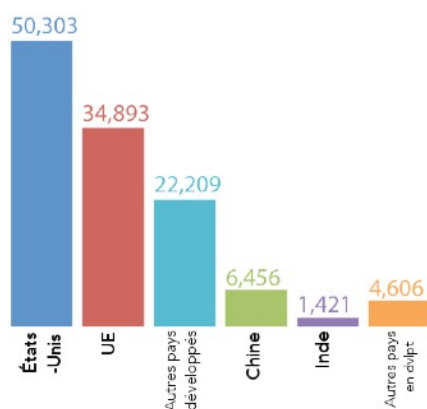


La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

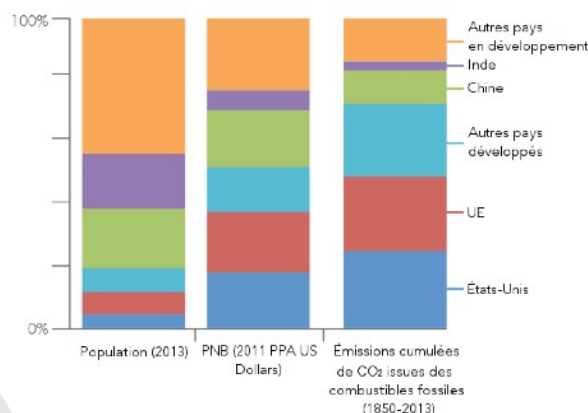
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

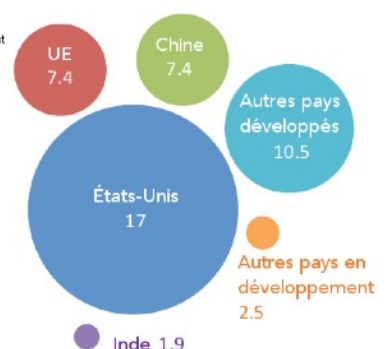
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

Autres pays développés



À : Négociateurs des autres pays développés à la conférence des Nations unies sur le changement climatique

Objet : Briefing sur les objectifs des négociations

Inclus : Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Russie et autres pays issus de l'URSS, Corée du Sud, etc.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord global, pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES), qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux, ainsi que pour le reste du monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, il est prévu que nos émissions augmentent dans le futur. Nous pouvons donc décider, ou non, quand nos émissions arrêteront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation et l'afforestation.**
3. **Si nous souhaitons contribuer, et de combien, au Fonds vert pour le climat** qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à à partir de 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays développés en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des sécheresses.

Opinion publique

La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui règleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. Par ailleurs, la population est fortement opposée à la conclusion d'un accord qui ne requerrait pas des engagements forts des États-Unis et des pays en développement.

Opportunités

Fort heureusement, et ce alors que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, réduire les émissions pourrait améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Action nationales

A Paris, nos pays ont fait des engagements pour essayer de résoudre la question du changement climatique, qui, lorsqu'on les additionne arrêterait l'augmentation de nos émissions pour les réduire ensuite légèrement. Des sables bitumineux canadiens, du charbon australien au pétrole et gaz russes, beaucoup de nos économies dépendent des énergies fossiles pour les revenus à l'exportation et les emplois. Le Canada est sorti du protocole de Kyoto et l'Australie qui avait mis en place une taxe carbone, l'a retiré. Cependant, avec la prise de conscience qui grandit et le coût des énergies renouvelables qui diminue, les mesures pour lutter contre le changement climatique se multiplient. Tout accord qui ferait porter sur nous le plus grand fardeau économique pour limiter le changement climatique serait politiquement inacceptable. Le reste de la planète doit se mettre d'accord sur des actions significatives pour qu'un accord international ambitieux soit atteint.

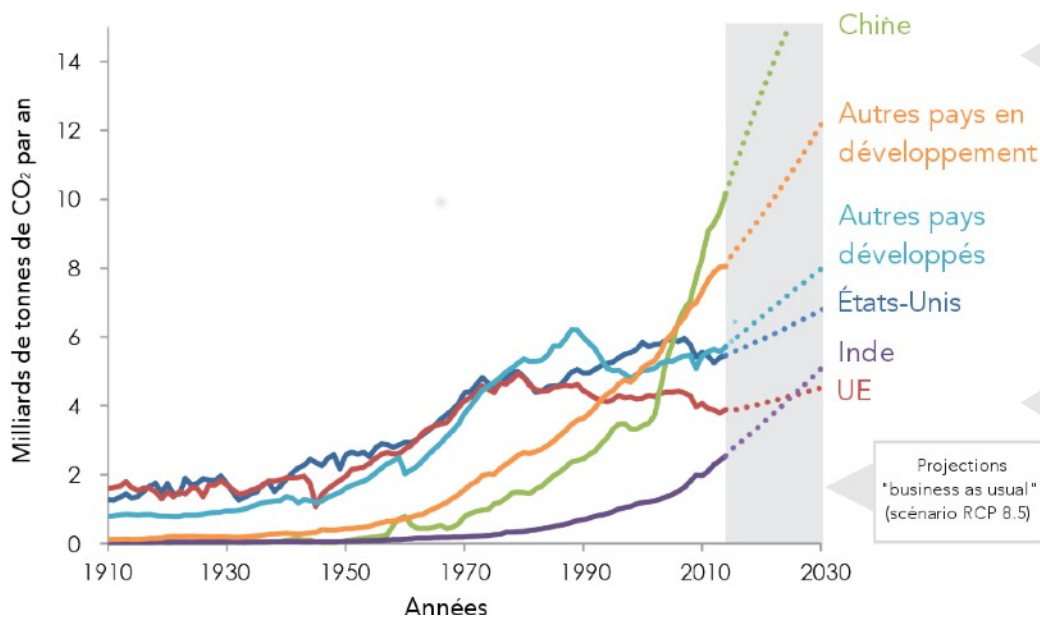
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une petite partie de nos émissions.

Contexte international

- Les émissions chinoises augmentent très rapidement, tout comme celles de l'Inde et des autres pays en développement. La Chine, à elle seule, est responsable de 30% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions des pays en développement dépassera bientôt celui des pays développés.
- Les États-Unis et l'Union européenne ont focalisé l'attention lors des négociations à cause de leur pouvoir politique et de leur puissance économique. Comme les « autres pays développés » représentent un groupe de divers pays, nous avons le choix de suivre les États-Unis et l'Union européenne ou de définir notre propre position.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi certainement mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

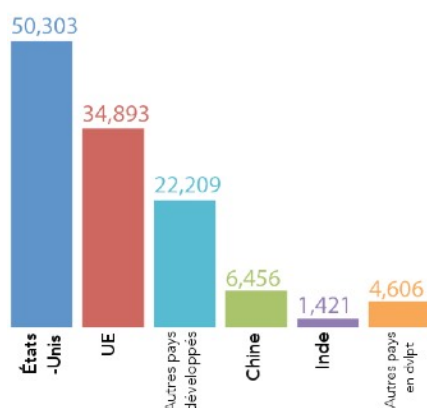
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



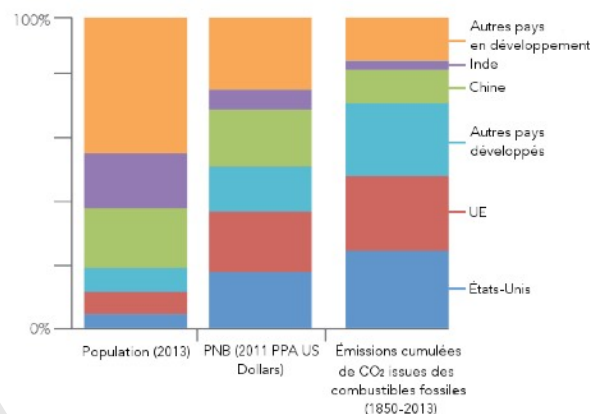
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

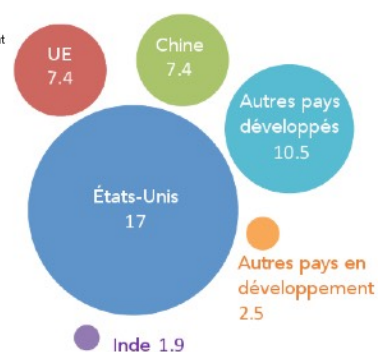
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



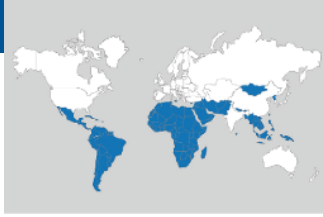
Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dvlpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).

Autres pays en développement



- A :** Négociateurs des autres pays en développement à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
- Objet :** Briefing sur les objectifs des négociations.
- Inclus :** Afrique, Amérique du Sud et centrale, Asie du Sud et du Sud-Est, Moyen-Orient, et les États insulaires de l'océan indien, du Pacifique et des Caraïbes.

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts nécessaires pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C. Nous devons donc décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Sans mesures concrètes, nos émissions augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel.
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation ou l'afforestation.**
3. **Quel montant recevoir des pays développés** qui se sont engagés à financer le Fonds vert pour le climat. Ce fonds est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être dévastatrices. Nous sommes extrêmement vulnérables aux sécheresses, épidémies, inondations, baisses des récoltes et autres bouleversements sur nos écosystèmes causés par le changement climatique. Notre survie est en jeu et bien que les autres pays l'ont peut-être oublié, l'accord de Paris inclut la limite des 1,5°C de réchauffement pour laquelle nous avons déployé d'importants efforts. En tant que pays les plus pauvres de la planète, nous n'avons pas les moyens, ni pour financer les investissements vers les énergies propres, ni pour atténuer nos émissions et nous adapter au changement climatique. Par conséquent, à l'heure actuelle, mettre en place des mesures ambitieuses est difficile à imaginer.

Opinion publique

Il y a une préoccupation grandissante à l'égard du changement climatique au sein de la population alors que celle-ci constate de visu ses conséquences. Nous savons que sans réaction, nous serons les plus touchés : l'élévation du niveau de la mer déplacera des centaines de millions de personnes, et certains pays, comme les îles de faible altitude, disparaîtront. Nos citoyens veulent vivre dans un environnement sain où ils pourront nourrir, vêtir et loger leurs familles, avoir un emploi décent et avoir accès à un système de santé comme dans les pays développés.

Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi l'opportunité de limiter nos émissions de GES à travers le programme REDD+ (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les pays en développement possèdent les principales forêts tropicales et malheureusement, la déforestation y est substantielle. Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire les émissions globales et pourraient être financés par les pays riches. Au verso de cet page, vous trouverez des données qui pourront vous être utiles lors de vos négociations.

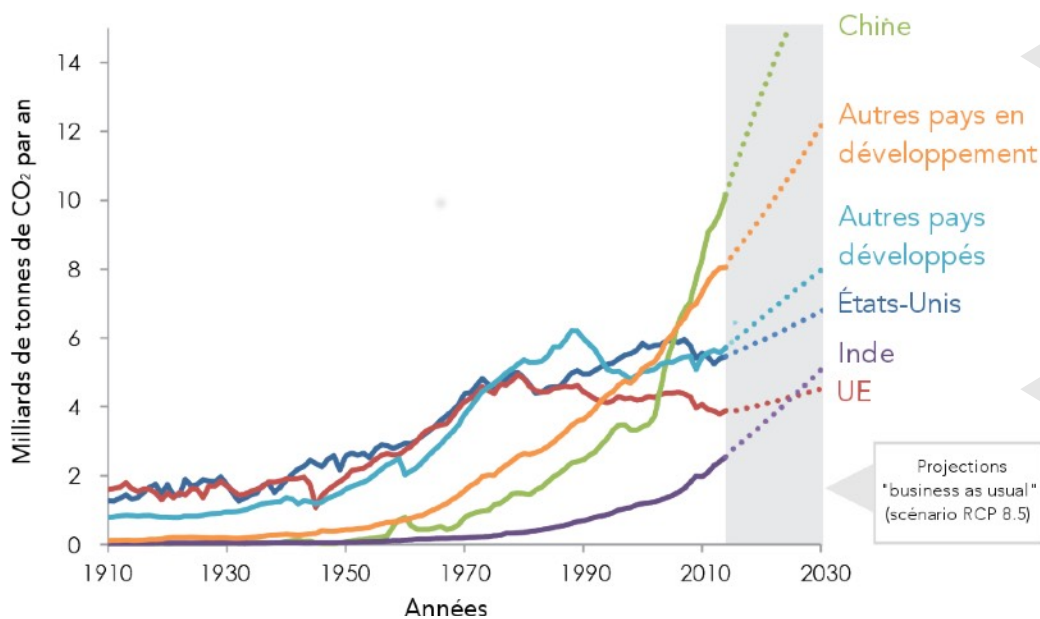
Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir nos populations de la pauvreté. Nous sommes prêts à faire ce qui est en notre pouvoir pour réduire nos émissions de GES, et la quasi-totalité de nos pays ont déposé des engagements à l'ONU pour lutter contre le changement climatique. La plupart de ces engagements n'incluent pas encore de plans pour plafonner les émissions mais ils proposent de ralentir l'augmentation des émissions de GES jusqu'en 2030. Les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des mesures plus significatives, à la hauteur de leurs contributions historiques à ce problème. Nous ne continuerons pas à payer le prix de leurs émissions passées.

Contexte international

- Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car elles augmentent plus rapidement que les leurs. Cependant, leurs taux d'émission par personne sont bien plus élevés que les nôtres (par exemple, le taux d'émission par personne aux Etats-Unis est 400 fois plus élevé que celui d'un pays comme le Mali !).
- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour bâtir leurs économies et enrichir leurs populations, souvent en exploitant nos peuples et nos ressources naturelles. Ils vont nous demander de réduire nos émissions avant que nos peuples puissent avoir une chance d'atteindre, un tant soit peu, le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.

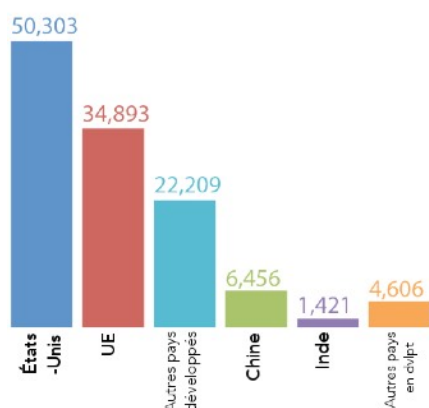
Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et du ciment



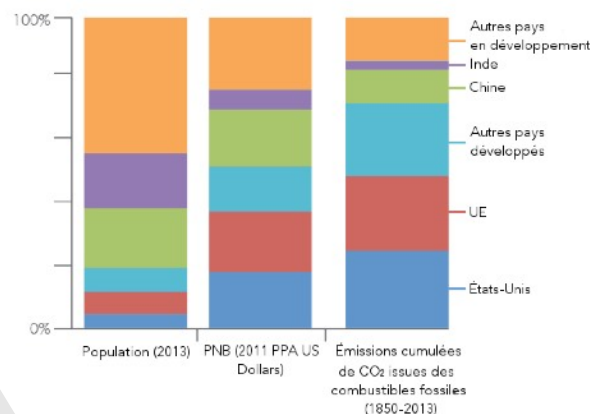
La Chine est le plus grand émetteur de GES au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des pays en développement devraient plus que tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

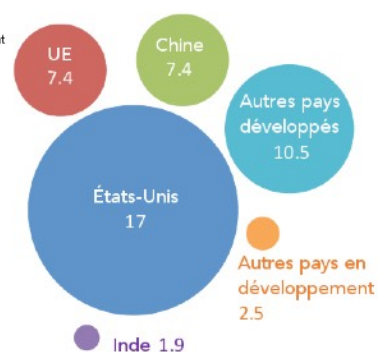
PNB par personne (2011 PPA US Dollars)



Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne 2013 (tonnes de CO₂ par an)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (Chine, Inde et autres pays en dévelpt) dépasse de beaucoup celle des pays développés. Selon les scénarios «business-as-usual» les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 37% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions en CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en Chine et en Inde (respectivement de 391% et 285%) mais ont diminué aux États-Unis et dans l'UE (respectivement de 20% et 26%).